

avant-propos : de quelques mots dont on nous paie

Pascal
Durand

Université de Liège

Relèverait-il même de la catégorie des performatifs, il ne se voit pas de mot doté d'un pouvoir intrinsèque ; les mots n'ont de pouvoir que celui qui leur est prêté par l'instance – le pouvoir – qui les profère. Pas plus que le mot *chien* ne mord, le baptême par un laïc ne baptise personne. Pas de pouvoir, en revanche, sans l'imposition d'un certain nombre de mots ou d'expressions, vecteurs d'une emprise symbolique sur les représentations, les imaginaires, les stratégies, les décisions (ceux qui les prennent, comme ceux qui les subissent). Mots du langage commun, dont le sens se trouve infléchi ; mots dont l'aire d'emploi se trouve étendue, restreinte ou déplacée ; ou bien encore néologismes plus ou moins généalogiquement corrects, les uns et les autres réimplantés ou greffés à neuf dans la communauté de la langue telle qu'elle est parlée, sous la double pression de leur récurrence (qui les porte et les prouve) et de la légitimité des pouvoirs, des politiques, des gouvernements, des organisations nationales ou internationales qui en font usage.

Il y a près d'un siècle et demi, Flaubert entreprenait de dresser le *Dictionnaire des idées reçues* avec lequel se confondait à ses yeux la parole ordinaire en tant que récitation de l'idéologie dominante (assimilée, en l'occurrence, à la « bêtise » bourgeoise). Et il y a quarante ans tout juste, Jacques Ellul, remettant ses pas dans ceux de Léon Bloy, publiait une *Exégèse des nouveaux lieux communs*¹. Chaque époque, par hygiène critique, a besoin de tels textes outils, comme d'un miroir aux alouettes tendu à ses propres illusions, et il est peut-être temps d'en doter notre tournant du XX^e et du XXI^e siècles.

Non de tous les mots qui forment la trame de

N'en soyons pas surpris : la durée de maturation du concept est toujours longue, étirée. C'est dire que nous ne travaillons pas dans l'espace-temps de l'actualité quotidienne journalistique. Nous n'avons aucun mépris pour ce temps-là et l'équipe, je le sais, est une grande lectrice de journaux. Mais c'est ainsi : nous sommes dans une autre planète, celle d'un espace-temps intermédiaire entre l'ancienne thèse de lettres qui se faisait en 15 ans et le journal au jour le jour. Voilà qui dessine le type de sujet qui nous intéresse : une critique des technologies de communication pour répondre au déferlement médiatique sur ce sujet entre 1990 et 2000 (plusieurs numéros) ; ou encore trois numéros sur les utopies de l'an 2000 pour répondre aux prophéties paradisiaques ou apocalyptiques sur le passage du millénaire (nous avons en particulier dénoncé à l'avance cette ineptie du bug informatique mondial qui ne manquerait pas de se produire au moment du passage, exploitation honteuse, par les grandes entreprises mondiales et des grands médias associés, de la crédulité des consommateurs de machines) ; ou encore des numéros sur les technologies du corps et leurs discours introductifs, pour répondre aux nouvelles idéologies et utopies dans ce domaine.

On pourrait ici multiplier les exemples, au risque de lasser. L'essentiel est de comprendre que nous nous occupons bien de l'actualité, mais d'une certaine forme d'actualité, celle qui dure, celle des idéologies et des utopies de la technique qui émergent en apparence de rien (et nous analysons alors ce prétendu *rien*), qui se développent et dominant pendant une décennie, à ce point qu'elles obscurcissent toute discussion durant de longues plages de temps. Vous souvenez-vous de

ces extraordinaires déclarations des industriels du secteur des médias, des administrations et des hommes politiques les plus importants sur la liberté, l'égalité, et la fraternité qui embraseraient désormais le monde grâce à Internet ? Non, je gage que vous les avez déjà oubliées.

Voilà pourquoi nous nous sommes intéressés aux « Nouveaux mots du pouvoir », thème de ce numéro des 20 ans de *Quaderni* et qui éclaire bien notre propos. Tous ces mots, longuement choisis et médités par l'équipe sont des mots qui n'existaient pas dans le langage des officiels (textes de l'État, rapports, discours politiques, laïus journalistique parfois peu inspirés) des années 50, 60, 70, 80. La plupart d'entre eux ont commencé à être prononcés dans les années 90 et 2000. Mots valises, aliénants, trompeurs, confus, mots de barbouilleurs qu'ils soient au gouvernement, dans les administrations ou dans les journaux .

Que les auteurs de ce numéro soient ici remerciés pour avoir démonté, retourné ce langage de technocrates prétendus, mais en réalité exclusivement politiques. Grand merci surtout à Pascal Durand, Professeur à l'Université de Liège, d'avoir eu l'idée de ce numéro, de l'avoir dirigé et porté à publication .

Alors ici que vous dire ?

Une seule parole : À dans 20 ans !

la communication sociale, tâche infinie, tâche interminable, que Flaubert lui-même laissa en l'état de projet dans les marges de son *Bouvard et Pécuchet* ; mais, au moins et par excellence, des *Nouveaux mots du pouvoir*, ceux par lesquels le pouvoir aujourd'hui se nomme à quelque sphère qu'il appartienne, des mots par lesquels il intervient dans l'espace public, par lesquels il prescrit des politiques et inscrit celles-ci en des horizons particuliers (mais le plus souvent naturalisés et universalisés), par lesquels il se légitime enfin, dans les esprits et les discours qu'il alimente, à travers certains vocables privilégiés auxquels il confère, avant de s'en autoriser en boucle, leur poids spécifique d'autorité (sous un aspect tantôt de scientificité, tantôt de rationalité exclusive, tantôt encore d'évidence naturelle).

Nouveaux mots : par quoi il faut entendre, d'une part, ceux qui, effectivement, émergent comme mots clés et mots clichés d'une nouvelle vulgate politique, technologique et économique – *gouvernance, flexibilité, compétitivité, excellence*, etc. Mais l'on entendra également, d'autre part, ceux qui, déjà anciens et venus d'autres horizons historiques, économiques ou politiques, subissent, dans cette vulgate, inflexions, distorsions, retournements de signification ou adjonctions de sens nouveaux – ainsi, *populisme, réseau, réformes*, etc.

Ce n'est pas un simple vocabulaire qu'on va lire dans les pages qui suivent. En l'état encore fragmentaire qui est le sien, ce vocabulaire tiendrait, plutôt, d'une sorte d'inventaire à la Prévert, dans lequel l'université côtoierait l'entreprise ; les procédés du *coaching*, la France d'en bas et l'excellence ; le changement, le terrorisme ; ou encore

la globalisation, la proximité. Dans ces rapprochements d'apparence incongrue, on conviendra, cependant, qu'une certaine logique se montre à l'œuvre, qui en dit long sur l'esprit du temps et le tropisme des nouveaux pouvoirs. Mais, plus qu'un vocabulaire, c'est ici une démarche qui est mise en jeu, une *méthode* – ce qui est bien le moins lorsqu'il est question de *discours*.

Méthode en trois temps.

De définition pour commencer, parce qu'il s'agit de définir, comme l'on fait lors d'une prise de vue photographique, ce qui dans les discours reste flou, vague, insinuant, allusif. Encore est-ce aussi une façon de placer en perspective de chaque article, non sans ironie, le grand modèle et le grand mythe du dictionnaire pensé comme description pure d'un état de la langue, alors que chaque dictionnaire, du plus inoffensif au plus engagé, est un objet et un opérateur axiologiques, comptable de représentations qu'il confirme en les charriant sous couvert de neutralité lexicologique.

Pas de signe, ni donc de signification, sans surface d'inscription et vecteurs de circulation : c'est le deuxième temps de la démarche, consistant à cerner les aires de diffusion, lieux d'agrégation, groupes sociaux et grandes voix qui sont porteurs de ces mots, comme d'une fausse monnaie mise en trafic dans l'échange des discours, des choix de société, des politiques, des formes de décision et d'imposition de ces décisions.

Pas de pouvoir enfin sans que se dessine sur les mots et leur surface l'ombre portée par toute une série de discours maîtres, ensemble de répertoires de référence et de révérence auxquels ces mots

sont empruntés – l'économie par exemple ou encore les techniques de la communication épuisées en technologies de l'esprit –, reflets grossis ou grossiers des champs, secteurs, disciplines, savoirs qui, dans un état donné du monde social et politique, se trouvent institués, jusqu'à nouvel ordre, en autant d'« horizons indépassables » (expression elle-même clichée qui nous paraît à tort enfermée dans une époque révolue, alors qu'on continue à nous parler en pareils termes d'horizon et d'indépassabilité ; au prix, il est vrai, d'un renversement de contenu idéologique : c'est aujourd'hui, jusqu'à nouvel ordre, le libéralisme économique qui est donné pour tel).

Établir de la sorte le lexique du pouvoir ne revient pas seulement, en définitive, à livrer un abécédaire idéologique, de A (comme « Adaptation ») à Z (comme « Zéro »). Cela consiste également à dresser la carte des discours qui nous encadrent en nous mettant leurs mots dans la bouche – et à extérioriser les fibres dont se compose la nouvelle langue de bois. Pour qu'on cesse de nous *payer de mots*, ou du moins de faire comme si nous en étions les dupes.

1. Paris, Calmann-Lévy, 1966.